FIA de droit français

KIWI

RAPPORT ANNUEL

au 30 décembre 2022

Société de gestion : VEGA Investment Managers

Dépositaire : CACEIS Bank

Commissaire aux comptes : Conseils Associés

VEGA Investment Managers 115 rue Montmartre - 75002 Paris France – Tél. : +33 (0)1 58 19 61 00

http://www.vega-im.com

Sommaire

Page

1. Rapport de Gestion 3

a) Politique d'investissement 3

■ Politique de gestion

b) Informations sur l'OPC 8

■ Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

■ Changements substantiels intervenus au cours de l'exercice et à venir

■ OPC Indiciel

■ Fonds de fonds alternatifs

■ Réglementation SFTR en EUR

■ Accès à la documentation

c) Informations sur les risques 10

■ Méthode de calcul du risque global

■ Effet de levier

■ Exposition à la titrisation

■ Gestion des risques

■ Gestion des liquidités

■ Traitement des actifs non liquides

d) Critères environnementaux, sociaux et gouvernementaux (ESG) 12

e) Loi Energie Climat 13

2. Engagements de gouvernance et compliance 14

3. Frais et Fiscalité 23

4. Certification du Commissaire aux comptes 24

5. Comptes de l'exercice 28

1. Rapport de Gestion

a) Politique d'investissement

■ Politique de gestion

Le premier trimestre de 2022 a été avant tout marqué par l'invasion militaire inattendue de l'Ukraine par la Russie, agression qui explique en partie l'évolution négative des marchés sur les deux premiers mois de l'année. Faisant rapidement bloc, les pays occidentaux ont imposé d'importantes sanctions, dont la plus emblématique prise par l'Union européenne : l'exclusion de certaines banques russes du réseau Swift dans le but de leur interdire l'accès au système financier international. Même si ces mesures de rétorsion n'ont pas permis de contraindre la volonté guerrière de V. Poutine, la volatilité a progressivement reflué à la faveur de pourparlers entre deux pays belligérants qui étaient toujours à la recherche de points d'accord tangibles en fin de trimestre.

Dans un environnement économique post-Covid déjà marqué par des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, cette opération militaire aggrave les tensions sur les prix des matières premières et des denrées alimentaires. Les cours du pétrole, qui ont frôlé les 140$ le 7 mars, se maintenaient à des niveaux élevés en fin de trimestre (au-delà de 107$ le baril de Brent au 31/03). Naturellement, l'inflation a continué d'inscrire de nouveaux records (+7.9% aux Etats-Unis sur un an glissant à fin février, +7.5% en zone euro) tandis que les prévisions de croissance pour 2022 étaient revues à la baisse dans les pays occidentaux.

Ce dilemme rend les décisions des Banques centrales d'autant plus complexes. Actant le niveau « beaucoup trop élevé » de l'inflation, J. Powell a décidé une première hausse des taux directeurs US d'un quart de point. La Réserve fédérale enclenche ainsi un nouveau cycle de resserrement monétaire avec un taux cible actuellement prévu au-dessus de 2% pour la fin d'année. De même, en zone euro, deux hausses de taux sont désormais anticipées par les investisseurs.

Les marchés actions ont clôturé ce premier trimestre sur des performances* largement négatives : -4.6% pour le S&P 500, -6.7% pour le CAC 40, -5.0% pour le MSCI World, -5.9% pour le Stoxx 600. D'un point de vue sectoriel, les valeurs technologiques ont inversé leur tendance baissière (indice Nasdaq à -8.9% après un creux autour de -20.0% depuis début 2022), et ce malgré la remontée rapide des rendements obligataires (taux à 10 ans US évoluant autour de 2.35% en fin de trimestre).

Les marchés actions ont enchaîné trois mois consécutifs de baisse sur le deuxième trimestre, juin clôturant sur les pires performances mensuelles depuis mars 2020. Les investisseurs ont continué de faire face à de nombreux vents contraires : l'enlisement du conflit russo-ukrainien, synonyme de tensions sur les prix des matières premières et des denrées alimentaires, des chiffres d'inflation publiés régulièrement au-dessus des attentes et, sur la phase récente, les craintes de voir les resserrements monétaires des Banques centrales fortement impacter les dynamiques de croissance et pousser les grandes économies vers la récession.

Le fait marquant de ce trimestre aura été le changement de ton des Banques centrales face à une inflation plus forte et plus persistante que prévu. Au fil des semaines, les discours autour de la normalisation de la politique monétaire se sont faits plus agressifs, tant sur le calendrier des futures hausses de taux que sur leur ampleur. La Réserve fédérale (Fed) est ainsi passée d'un objectif de neutralité de sa politique à une orientation résolument restrictive.

1. Rapport de Gestion

La stabilité des prix est devenue une nécessité impérieuse et l'emporte désormais sur le risque de ralentissement de l'activité que pourrait causer le durcissement des conditions financières. Une attitude motivée par le maintien des prix des matières premières à un niveau élevé en raison des tensions géopolitiques en cours mais aussi par une décrue trop modérée de l'inflation sous-jacente. La bonne tenue du marché de l'emploi américain ainsi que l'épargne accumulée pendant la pandémie ont permis jusqu'alors une bonne résilience de la demande. En Europe, dans une moindre mesure, la BCE a également musclé son discours et s'apprête à débuter un cycle de remontées de taux (deux hausses anticipées pour juillet et septembre), une première depuis 2011. Avec des prévisions d'inflation de 6,8 % en 2022, avant une décrue à 3,5 % en 2023, l'institut d'émission européen semblerait donc s'engager, comme la Fed, dans un « long voyage » de normalisation selon les propos de sa présidente C. Lagarde.

Reste à savoir si les risques de récession, et surtout le retournement des anticipations d'inflation à moyen terme qui se dessine, interrompront ce mouvement à la suite des élections américaines visant à renouveler la Chambre des représentants et une partie du Sénat en novembre prochain. A contre-courant du mouvement généralisé des resserrements monétaires, la Chine a assoupli sa politique et usé des leviers fiscaux et budgétaires pour relancer une consommation encore affaiblie par deux mois de blocages imposés par une politique sanitaire parmi les plus strictes.

Mais alors que l'OCDE prévoit encore une croissance mondiale de l'ordre de 3% pour 2022, une certaine modération de l'activité de part et d'autre de l'Atlantique semble s'amorcer à en juger par les résultats des enquêtes sondant la confiance des agents économiques. Ils révèlent une dégradation importante quant à leur appréciation de la situation actuelle mais également de celle à venir et préfigurent un ralentissement au cours des prochains mois. Au final, les marchés enregistrent un deuxième trimestre consécutif où les prix des deux grandes classes d'actifs que sont les obligations et les actions ont baissé. Il s'agit d'un phénomène inédit depuis la grande crise financière de 2008.

Le troisième 2022 a vu deux phases bien distinctes se succéder, les marchés boursiers terminant l'exercice sur des performances négatives dans le prolongement d'une première moitié d'année difficile, tout autant sur les classes d'actifs obligataires que sur les actions. Sur fond d'enlisement de la guerre russo-ukrainienne, les investisseurs se sont inquiétés alternativement de la persistance de l'inflation et de l'amplification des risques récessionnistes.

Dans un premier temps, les indices ont fortement rebondi en juillet, s'octroyant leur plus forte hausse depuis novembre 2020. Les publications de données indiquant un ralentissement de la dynamique des économies, notamment outre-Atlantique (récession technique aux Etats-Unis après deux trimestres consécutifs de croissance négative), ont conduit à une décompression des rendements obligataires sur les échéances longues et à un retour en grâce des valeurs de croissance. De bons résultats d'entreprises sont également venus soutenir la tendance avec près de 80% des bénéfices supérieurs aux anticipations des analystes (pour les entreprises du S&P 500).

Principal point d'attention durant le début de l'été, l'amplification des signaux de récession, paradoxalement bien accueillie par des marchés à la recherche de pics d'inflation, a laissé ensuite place à des craintes de resserrements monétaires plus durables qu'attendu. Cela a occasionné une rechute des grands indices internationaux où les valeurs industrielles et technologiques ont été particulièrement mises à l'épreuve. L'accélération de la hausse des prix (+0.6% pour le seul mois d'août sur l'inflation sous-jacente américaine ; +10.0% sur un an glissant en zone euro) a contraint les Banques centrales à continuer de resserrer drastiquement les conditions de financement avec la Réserve fédérale en première ligne : la Fed a ainsi procédé à deux hausses de ses taux directeurs de 75 points de base (pb) chacune (les faisant désormais évoluer dans une fourchette comprise entre 3% et 3.25%). Les marchés anticipent deux hausses supplémentaires aux Etats-Unis d'ici la fin d'année, aggravant les perspectives de récession et l'inversion de la courbe des taux.

1. Rapport de Gestion

La BCE a décidé d'une augmentation de la même ampleur (75 pb) alors que la zone euro fait également face à une dégradation des perspectives dans un contexte de pénuries et de rationnements énergétiques.

Dans ce contexte, le dollar a continué de s'apprécier (0.98$/€) contre la plupart des devises, jouant son rôle de valeur refuge face à d'importantes incertitudes géopolitiques (annexion par la Russie de quatre régions de l'Est de l'Ukraine, sabotage des deux pipelines Nord Stream 1 et 2). Les cours des matières premières se sont en revanche inscrits globalement en recul, notamment le pétrole qui s'affiche autour de 85$ pour un baril de Brent à fin septembre.

Le dernier trimestre 2022 a vu deux phases bien distinctes se succéder, les marchés boursiers progressant de manière soutenue jusqu'à mi-décembre avant qu'ils ne jugent défavorablement les décisions et communications des principales Banques centrales en fin d'année, celles-ci étant marquées par un ton plus restrictif qu'anticipé. L'attention des investisseurs se focalise désormais sur les chiffres d'inflation sous-jacente des pays développés qui devrait constituer un des principaux catalyseurs pour les marchés à moyen terme tandis que les économies développées affichent une certaine résilience, notamment en termes de dynamiques des marchés du travail. Dans les grandes lignes, les indices actions européens, soutenus par des titres décotés comparativement plus représentés, ont surperformé leurs équivalents américains.

Portés notamment par des publications de résultats d'entreprises meilleures qu'attendu au titre du 3e trimestre (à l'exception notable du secteur technologique), les indices boursiers ont d'abord enregistré de solides performances (de l'ordre de 20%) en enchaînant plusieurs semaines consécutives de hausse. Les resserrements successifs des Banques centrales américaine et européenne (75 points de base puis 50 en décembre) ont été assimilés sans heurt majeur par des investisseurs ayant anticipé la nécessité d'une posture ferme pour juguler une inflation dépassant largement les objectifs des institutions monétaires.

Néanmoins, leurs déclarations en fin d'année ont surpris par leur intransigeance, de la part notamment de la BCE lorsqu'elle a précisé que la phase actuelle de durcissement des conditions financières était loin d'être achevée et qu'elle s'engageait à réduire son bilan dès mars prochain. Cela a provoqué sur la dernière quinzaine un rebond rapide des taux longs et un écartement des *spreads* de crédit, en particulier sur les obligations souveraines des pays périphériques de la zone euro. Avant Noël, la Banque du Japon (BoJ) a amplifié ce mouvement haussier en relevant le plafond de rémunération pour sa dette à 10 ans de 0.25% à 0.5%. Un geste qui, bien que qualifié « d'ajustement technique », a été interprété par les marchés comme un premier pas vers une sortie de l'environnement ultra-accommodant encore en vigueur.

Dans ce contexte, la trajectoire haussière du dollar a connu une importante inflexion, amorcée fin septembre. L'impact a été massif sur le marché des changes avec une appréciation de la monnaie unique jusqu'à 1.07€/$ lors des dernières séances de l'année. Le pétrole a également perdu du terrain avant de se ressaisir (86$ le baril de Brent) avec la réouverture de l'économie chinoise malgré la reprise des contaminations au Covid-19.

1. Rapport de Gestion

Commentaire de gestion

La première partie du trimestre était placée sous le signe d'une forte hausse de l'inflation et donc d'une politique monétaire moins accommodante avec à la fois une réduction des plans de rachat d'actifs et d'autre part des hausses de taux notamment du côté américain. Dans ce contexte, le portefeuille conservait une exposition proche de 55% aux actions après un renforcement sur la thématique de la réouverture avec l'achat d'Amadeus IT et par l'achat d'un tracker sur les banques européennes, secteur favorisé par les hausses de taux des banques centrales, parallèlement nous rééquilibrons le portefeuille avec une position sur le marché américain via un tracker Amundi S&P 500 couvert contre le change. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a entrainé brutalement une réévaluation de l'ensemble des secteurs et du marché dans sa globalité. Le secteur bancaire par exemple va connaitre une chute brutale concentrant l'ensemble de risques possibles allant des participations dans des établissements russes, des engagements bancaires voire une récession générant des défauts. L'évolution du conflit en Europe n'a pas entrainé de modifications de la part des banques centrales dans leur politique monétaire, conservant leur cap de hausse des taux afin de lutter contre l'inflation. De ce fait le portefeuille se trouve confronté à la fois à la volatilité sur les taux et à la volatilité des marchés des actions. Dans ce contexte, les arbitrages ont porté sur une réduction du risque globale du portefeuille. Sur l'allocation actions nous avons début mars allégé notre exposition sur Allianz, ASML, LVMH ou encore Amadeus IT. Enfin vers la fin du trimestre avec le rebond des indices lié à des rumeurs de négociations sur une éventuelle fin de conflit, nous avons mis en place une couverture à hauteur de 4.5% du portefeuille par la vente de contrats Eurostoxx 50 afin de ramener l'allocation actions proche de 45%.

Le deuxième trimestre a accusé des baisses de marché historiques particulièrement violentes. Les indices actions et obligataires ont fortement reculé et pratiquement aucune classe d'actifs n'a été épargnée. Après avoir mal jugé le caractère transitoire de l'inflation, les Banques Centrales ont durci leurs politiques monétaires à un rythme soutenu conduisant à des remontés historiques des taux d'intérêt et à une intensification des craintes de récession. Les Etats-Unis en avance dans le cycle de resserrement monétaire ont affiché les pires performances, suivi par l'Europe puis par les émergents. La Chine a été portée en fin de trimestre par les annonces de déconfinement et de mesures de relances. Notre diversification sur les marchés asiatiques ainsi que notre préférence pour les actions européennes ont été favorable ce trimestre. A l'inverse, notre biais croissance que nous avions atténué au premier trimestre nous a malgré tout pénalisés. La hausse continue des rendements (taux à 10 ans US à 3%) a fortement ébranlé les valeurs aux multiples élevés comme les technologiques.

Les actifs refuges traditionnels comme les taux souverains ou l'or n'ont pas joué leur rôle d'amortisseurs. Notre sélection de fonds d'obligations d'entreprises européennes affiche des performances largement négatives en lien avec la remontée des taux souverains et des primes de risques. Seuls nos fonds à faibles durations amortissent le choc obligataire. Nos fonds d'obligations émergentes sont les plus fragilisés dans un contexte de hausse du dollar et des taux américains. En revanche, nos fonds de performance absolue sélectionnés en alternative aux obligations se sont mieux comportés sur la période.

Dans ce contexte de remontée de la volatilité, nous avons réalisé plusieurs mouvements d'allocations d'actifs. Ainsi la couverture qui avait mise en place dans la remontée des indices fin mars a été débouclée mi-mai lors d'un accès de faiblesse des marchés puis remise en place début juin et une nouvelle fois débouclée mi-juin dans une nouvelle phase de baisse des indices. Ainsi l'exposition actions sur le trimestre aura évolué entre 44 et 50%. Dans un contexte d'anticipation de hausse de taux et d'un secteur bancaire sous-évalué, nous avons émis un produit structuré sur un indice de valeurs bancaires européennes à maturité 5 ans et délivrant un coupon annuel de 12.8% si la protection à 30% n'est pas franchie à l'échéance. Nous maintenons une poche liquidité /quasi monétaire proche de 25% afin de pouvoir revenir sur la classe d'actifs obligataire dès que la situation se stabilisera.

1. Rapport de Gestion

Rarement un été aura été aussi agité avec des variations d'un jour sur l'autre d'une grande ampleur aussi bien sur les marchés actions que sur les marchés de taux. Depuis le début d'année en raison d'une inflation galopante le marché obligataire est en pleine débâcle avec une hausse des taux de près de 3% en neuf mois entrainant une forte dégradation de la valeur des obligations. Pour les actions, la sanction est équivalente en raison des risques géopolitiques, de risque de pénurie de gaz ou de ralentissement économique. Dans ce contexte, la couverture qui avait mise en place sur le top du mois d'aout est retirée mi-septembre et nous continuons à mobiliser la trésorerie disponible pour augmenter la pondération des actifs à risque. Ainsi début aout puis fin septembre à l'issue d'un mois particulièrement négatif sur le marché américain nous avons renforcé cette zone via le tracker Amundi S&P 500 couvert contre le risque dollar pour environ 5% du total de l'actif portant ainsi l'exposition actions du portefeuille de 43% à 52%. En contrepartie nous allégeons notre poids sur la Chine qui montre des signes de faiblesse. L'allocation obligataire a également été renforcée dans ce contexte de tensions sur les taux via les fonds Scor Sustainable Euro High Yield et HSBC Euro High Yield pour leur exposition sur des entreprises de la zone Euro, Lazard Credit Fi pour une diversification sur des obligations du secteur financier et Muzinich America High Yield pour la diversification sur les Etats Unis. Avec les anticipations de ralentissement économique, les matières premières ont connu un retournement, nous nous sommes positionnés à cette occasion sur un fonds investi sur des matières premières liées à la transition énergétique avec le fonds OFI Energy Strategic Metals.

Dans un contexte marqué par une forte volatilité avec une solide reprise des indices et avant de connaitre une période plus indécise en décembre, nous avons accompagné le mouvement avant d'alléger quelques positions mi-décembre notamment sur des titres internationaux, en particulier sur les thématiques comme la sécurité en cédant Pictet Security pour rester concentrer sur le marché américain sur l'indice large du S&P 500 en devise couverte afin de ne pas prendre le risque d'un affaiblissement du dollar face à l'Euro. Nous avons également profité d'un rebond sur le marché chinois pour nous alléger de notre investissement sur cette zone qui reste compliquée en cédant le fonds BNP China. Nous avons également arbitré le fonds OFI Precious Metals investi en metaux précieux pour nous orienter vers le fonds OFI Energy Strategic Metals investi en matières premières liées à la transition énergétique comme le cuivre ou le nickel. La valeur Amadeus IT leader sur le secteur européen des réservations notamment aérienne a été arbitrée au profit du leader européen de gestion d'actifs Amundi qui présente un caractère plus défensif avec un dividende élevé. Sur la fin d'année, à l'issue des différentes ventes et arbitrages l'allocation actions a terminé proche de 48%. Si sur décembre les taux se sont à nouveau tendus, il est à noter que la prime de risque sur les obligations d'entreprises est relativement stable permettant d'amortir une partie du choc. Nous avons consolidé nos positions obligataires via le fonds Muzinich Euro Crédit investi en obligations à haut rendement. Enfin mi-décembre nous avons participé à une émission d'un produit structuré très défensif sur 3 ans présentant une protection du capital jusqu'à une baisse de 50% sur l'Eurostoxx 50 et un coupon garanti de 16.32% à l'échéance.

Sur la période la performance du FCP Kiwi enregistre un recul de 9.31%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

1. Rapport de Gestion

b) Informations sur l'OPC

■ Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
OSTRUM SRI CASH PLUS I	404 512,52	1 010 319,14
VEGA COURT TERME DYNAMIQUE I	0,00	1 368 472,00
AMUNDI SP 500 ESG UCITS ETF DR HED EUR	1 193 357,00	0,00
HSBC GIF EURO H.Y.BD I C.3DEC	566 064,00	0,00
GS ABSOLUTE RETURN TR-IEURH	0,00	532 350,00
SCOR EURO HIGH YIELD	526 914,00	0,00
MUZINICH EUROPEAN CREDIT ALPHA FUND HEDGED EUR ACCUMULATION	525 550,00	0,00
OFI FINANCIAL INVESTMENT SICAV ENERGY STRATEGIC METALS RF CA	515 606,50	0,00
LAZARD CREDIT FI SRI PC EUR	495 269,20	0,00
FRANKLIN K2 ALT STR-WAEURH1	0,00	489 000,00

■ Changements substantiels intervenus au cours de l'exercice et à venir

01/01/2022 :
Mise en conformité avec le Règlement Taxonomie.
Mise en conformité avec SFDR (informations relatives aux incidences négatives sur les facteurs de durabilité).

13/07/2022 :
Modification relative au titres intégrant des dérivés : possibilité d'utiliser des BMTN et EMTN structurés dans la limite de 5% de l'actif.Conformément aux dispositions du règlement UE N°833/2014, il est précisé que le FCP n'est plus ouverts à la souscription par des investisseurs russes ou biélorusses.

■ OPC Indiciel

Cet OPC ne rentre pas dans la classification des OPC indiciels.

■ Fonds de fonds alternatifs

Cet OPC ne rentre pas dans la classification des fonds de fonds alternatifs.

■ Réglementation SFTR en EUR

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la règlementation SFTR.

■ Accès à la documentation

La documentation légale de l'OPC (DICI, prospectus, rapports périodiques…) est disponible auprès de la Société de gestion, à son siège ou à l'adresse e-mail suivante : **service-clients@vega-im.com**

1. Rapport de Gestion

c) Informations sur les risques

■ Méthode de calcul du risque global

La méthode de calcul retenue par la Société de Gestion pour mesurer le risque global de ce fonds est celle de l'engagement.

■ Effet de levier

- Montant total brut du levier auquel le FIA a recours : 98,97%.
- Montant total net du levier auquel le FIA a recours : 100,00%.

Levier Brut :
Cet indicateur mesure la somme des valeurs absolues de toutes les positions, y compris des dérivés qui sont convertis en équivalent sous-jacent qu'ils soient en couverture ou en exposition, et en excluant la trésorerie et ses équivalents.

Levier en engagement (net) :
Cet indicateur mesure la somme des valeurs absolues de toutes les positions après conversion en équivalent sous-jacent des dérivés et prise en compte des accords de compensation et/ou couverture. Un résultat inférieur ou égal à 100% indique l'absence de levier du fonds.

■ Exposition à la titrisation

Cet OPC n'est pas concerné par l'exposition à la titrisation.

■ Gestion des risques

Dans le cadre de sa politique de gestion des risques, la société de gestion de portefeuille établit, met en œuvre et maintient opérationnelles une politique et des procédures de gestion des risques efficaces, appropriées et documentées qui permettent d'identifier les risques liés à ses activités, processus et systèmes.

Pour plus d'information, veuillez consulter le DICI de cet OPC et plus particulièrement sa rubrique « Profil de risque et de rendement » ou son prospectus complet, disponibles sur simple demande auprès de la société de gestion.

■ Gestion des liquidités

La société de gestion de portefeuilles a défini une politique de gestion de la liquidité pour ses OPC ouverts, basée sur des mesures et des indicateurs d'illiquidité et d'impact sur les portefeuilles en cas de ventes forcées suite à des rachats massifs effectués par les investisseurs. Des mesures sont réalisées selon une fréquence adaptée au type de gestion, selon différents scenarii simulés de rachats, et sont comparées aux seuils d'alerte prédéfinis. La liquidité du collatéral fait l'objet d'un suivi hebdomadaire avec des paramètres identiques.

1. Rapport de Gestion

Les OPC identifiés en situation de sensibilité du fait du niveau d'illiquidité constaté ou de l'impact en vente forcée, font l'objet d'analyses supplémentaires sur leur passif, la fréquence de ces tests évoluant en fonction des techniques de gestion employées et/ou des marchés sur lesquels les OPC investissent. A minima, les résultats de ces analyses sont présentés dans le cadre d'un comité de gouvernance.

La société de gestion s'appuie donc sur un dispositif de contrôle et de surveillance de la liquidité assurant un traitement équitable des investisseurs.

Toute modification éventuelle de cette politique en cours d'exercice, ayant impacté la documentation du fonds, sera indiquée dans la rubrique « changements substantiels » du présent document.

■ Traitement des actifs non liquides

Cet OPC n'est pas concerné.

1. Rapport de Gestion

d) Critères environnementaux, sociaux et gouvernementaux (ESG)

Cet OPC ne prend pas en compte simultanément les trois critères « ESG » mais l'intégration ESG fait partie de son process de gestion : respect de la politique d'investisseur responsable de la politique d'exclusion VEGA IM.

Information sur le règlement Taxonomie (UE) 2020/852 : Article 6

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

1. Rapport de Gestion

e) Loi Energie Climat

Cet OPC n’est pas concerné par la réglementation sur la Loi Energie Climat.

2. Engagements de gouvernance et compliance

■ Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires et contreparties - Exécution des ordres

Dans le cadre du respect par la Société de gestion de son obligation de « best execution/best selection », la sélection et le suivi des intermédiaires taux, des brokers actions et des contreparties sont encadrés par un processus spécifique.

La politique de sélection des intermédiaires/contreparties et d'exécution des ordres de la société de gestion est disponible sur son site internet : **http://www.vega-im.com** *(rubrique "A propos de VEGA Investment Managers/Informations réglementaires").*

■ Politique de vote

Le détail des conditions dans lesquelles la Société de gestion entend exercer les droits de vote attachés aux titres détenus en portefeuille par les OPC qu'elle gère, ainsi que le dernier compte-rendu annuel sont consultables au siège de la Société ou sur son site internet : **http://www.vega-im.com** *(rubrique "A propos de VEGA Investment Managers/Informations réglementaires").*

■ Politique de rémunération

La présente politique de rémunération de VEGA INVESTMENT MANAGERS est constituée de principes généraux applicables à l'ensemble des collaborateurs (cf. point I), de principes spécifiques applicables à la population identifiée par AIFM et UCITS V (cf. point II) et d'un dispositif de gouvernance applicable à l'ensemble des collaborateurs (cf. point III).

Elle s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération définie par NATIXIS et elle est établie en conformité avec les dispositions relatives à la rémunération figurant dans les textes réglementaires suivants, ainsi que les orientations de l'European Securities and Markets Authority (ESMA) et les positions de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) qui en découlent :

- Directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, transposée dans le Code Monétaire et Financier par l'Ordonnance n°2013-676 du 27 juillet 2013 (« Directive AIFM »).

- Directive 2014/91/UE du Parlement Européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), transposée dans le Code Monétaire et Financier par l'Ordonnance n°2016-312 du 17 mars 2016 (« Directive UCITS V »).

- Directive 2014/65/UE du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers, transposée dans le Code Monétaire et Financier par l'Ordonnance n°2016-827 du 23 juin 2016, complétée par le Règlement Délégué 2017/565/UE du 25 avril 2016 (« Directive MIFII »).

- Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers.

2. Engagements de gouvernance et compliance

I- Principes généraux de la politique de rémunération

La politique de rémunération est un élément stratégique de la politique RH de VEGA INVESTMENT MANAGERS. Outil de mobilisation et d'engagement des collaborateurs, elle veille, dans le cadre d'un strict respect des grands équilibres financiers et de la règlementation, à être compétitive et attractive au regard des pratiques de marché.

La politique de rémunération de VEGA INVESTMENT MANAGERS, qui s'applique à l'ensemble des collaborateurs, intègre dans ses principes fondamentaux l'alignement des intérêts des collaborateurs avec ceux des investisseurs :

- Elle est cohérente et favorise une gestion saine et efficace du risque et n'encourage pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque, le règlement ou les documents constitutifs des produits gérés.

- Elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts de la société de gestion et des produits qu'elle gère et à ceux des investisseurs, et comprend des mesures visant à éviter les conflits d'intérêts.

La politique de rémunération englobe l'ensemble des composantes de la rémunération, qui comprennent la rémunération fixe et, le cas échéant, la rémunération variable.

La rémunération fixe rétribue les compétences, l'expérience professionnelle et le niveau de responsabilité. Elle tient compte des conditions de marché.

La rémunération variable est fonction de l'évaluation de la performance collective, mesurée à la fois au niveau de la société de gestion et des produits gérés, et de la performance individuelle. Elle tient compte d'éléments quantitatifs et qualitatifs, qui peuvent être établis sur base annuelle ou pluriannuelle.

I-1. Définition de la performance

L'évaluation objective et transparente de la performance annuelle et pluriannuelle sur la base d'objectifs prédéfinis est le prérequis de l'application de la politique de rémunération de VEGA INVESTMENT MANAGERS. Elle assure un traitement équitable et sélectif des collaborateurs. Cette évaluation est partagée entre le collaborateur et son manager lors d'un entretien individuel d'évaluation.

La contribution et le niveau de performance de chacun des collaborateurs sont évalués au regard de ses fonctions, de ses missions et de son niveau de responsabilité dans la société de gestion. Dans ce cadre, la politique de rémunération distingue plusieurs catégories de personnel :

- La Direction Générale est évaluée sur sa contribution à la définition et la mise en œuvre de la stratégie de la société de gestion et sur sa capacité à développer les performances des offres de produits et de services et la performance financière ajustée des risques sur son périmètre de supervision. Pour cette catégorie, la performance s'apprécie annuellement au travers d'indicateurs quantitatifs, tels que l'évolution des résultats financiers de VEGA INVESTMENT MANAGERS et des activités supervisées ainsi que d'éléments qualitatifs tels que la qualité du management et/ou la responsabilité/contribution à des chantiers transversaux.

- Les fonctions supports sont évaluées sur leur capacité à accompagner les enjeux stratégiques de la société de gestion. La performance individuelle est appréciée annuellement en fonction de la qualité de l'activité récurrente et/ou du degré de participation à des chantiers transversaux ou à des projets stratégiques/réglementaires.

2. Engagements de gouvernance et compliance

- L'évaluation de la performance des fonctions de contrôle repose sur l'appréciation de critères qualitatifs uniquement tels que la participation à des chantiers transversaux ou à des projets stratégiques/réglementaires, définis annuellement, afin de ne pas compromettre leur indépendance, ni créer de conflit d'intérêt avec les activités qu'elles contrôlent.

- La performance des fonctions de gestion est évaluée selon des critères quantitatifs, complétés de critères qualitatifs.

Les critères quantitatifs reflètent les enjeux de développement des performances de gestion recherchés par les investisseurs sans toutefois autoriser une prise de risque excessive pouvant avoir une incidence sur le profil de risque de VEGA INVESTMENT MANAGERS et/ou des produits gérés.
Ces critères quantitatifs sont calculés sur une période prédéfinie et ajustés des risques des fonds gérés et de la société de gestion.
Enfin, des critères spécifiques intégrant les risques en matière de durabilité, i.e. les enjeux sociaux, environnementaux et de gouvernance, sont pris en considération pour l'ensemble des collaborateurs des équipes de gestion.

L'évaluation de la performance prend en compte, pour toutes les catégories de personnel, des critères qualitatifs.

Ces critères qualitatifs intègrent toujours le respect de la règlementation et des procédures internes en matière de gestion des risques et de respect de la conformité de VEGA INVESTMENT MANAGERS.

Ils peuvent par ailleurs porter sur la qualité de la relation avec les clients incluant le niveau d'expertise et de conseil apportés, la contribution à la fiabilisation d'un processus, la participation à un projet transversal, la contribution au développement de nouvelles expertises, la participation au développement de l'efficacité opérationnelle ou tous autres sujets définis en déclinaison des objectifs stratégiques de VEGA INVESTMENT MANAGERS.

Pour chaque catégorie de personnel, l'ensemble des objectifs quantitatifs et qualitatifs sont définis et communiqués individuellement en début d'année, en déclinaison des objectifs stratégiques de VEGA INVESTMENT MANAGERS.

I-2. Composantes de la rémunération

I-2.1. Rémunération fixe

VEGA INVESTMENT MANAGERS veille à maintenir un niveau de rémunération fixe suffisant pour rémunérer l'activité professionnelle des collaborateurs.

La rémunération fixe rémunère les compétences, l'expérience professionnelle et le niveau de responsabilité attendus dans une fonction.

Le positionnement des rémunérations fixes est étudié périodiquement pour s'assurer de sa cohérence vis-à-vis des pratiques de marché géographiques et professionnelles.
La revalorisation des salaires fixes est analysée une fois par an dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations. En dehors de cette période, seuls les cas de promotion, de mobilité professionnelle ou de situation individuelle exceptionnelle peuvent donner lieu à une revalorisation.

2. Engagements de gouvernance et compliance

I-2.2. Rémunération variable

Les enveloppes de rémunérations variables sont définies en fonction des résultats annuels de VEGA INVESTMENT MANAGERS mais également en fonction d'éléments qualitatifs, comme les pratiques des entreprises concurrentes, les conditions générales de marché dans lesquelles les résultats ont été obtenus et les facteurs qui ont pu influer de manière temporaire sur la performance du métier.

Les rémunérations variables, qui peuvent être attribuées le cas échéant, rémunèrent une performance annuelle, collective et/ou individuelle.

Les rémunérations variables collectives de VEGA INVESTMENT MANAGERS sont constituées d'un dispositif d'intéressement et de participation, associé à un plan d'épargne d'entreprise (PEE) et à un plan d'épargne retraite collectif (PERCOL). Les collaborateurs peuvent bénéficier, dans le cadre de ces plans, d'un dispositif d'abondement.

Ces rémunérations variables collectives n'ont aucun effet incitatif sur la gestion des risques de VEGA INVESTMENT MANAGERS et/ou des produits gérés et n'entrent pas dans le champ d'application des directives AIFM ou UCITS V.

Dans le respect des enveloppes globales de rémunérations variables, les rémunérations variables individuelles sont attribuées, dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations, de manière discrétionnaire objectivée au regard de l'évaluation d'une performance individuelle et de la manière dont cette performance est atteinte. La rémunération variable attribuée aux collaborateurs est impactée en cas de gestion inappropriée des risques et de la conformité, ou de non-respect de la réglementation et des procédures internes sur l'année considérée (cf. I-1. ci-dessus).

La population identifiée est soumise à des obligations spécifiques en matière de respect des règles de risques et de conformité. Le non-respect de ces obligations peut entraîner une diminution partielle ou totale de l'attribution de la rémunération variable individuelle.

En cas de perte ou de baisse significative de ses résultats, VEGA INVESTMENT MANAGERS peut également décider de réduire voire d'annuler en totalité l'enveloppe attribuée aux rémunérations variables individuelles, ainsi que, le cas échéant, les échéances en cours d'acquisition au titre de rémunérations variables déjà attribuées et différées.

De même, en cas de concrétisation d'un risque majeur en matière de durabilité, i.e. de survenance d'un événement ou d'une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui aurait une incidence négative significative et durable sur la valeur des fonds/produits gérés, l'enveloppe attribuée aux rémunérations variables individuelles pourra être réduite voire annulée, ainsi que, le cas échéant, les échéances en cours d'acquisition au titre de rémunérations variables déjà attribuées et différées.

Aucune garantie contractuelle n'encadre les rémunérations variables, à l'exclusion parfois de rémunérations variables attribuées pour une première année d'exercice dans le cadre d'un recrutement externe.

Les dispositifs de type « parachute doré » sont prohibés. Les paiements liés à la résiliation anticipée du contrat de travail sont définis en fonction des dispositions légales (indemnités légales et conventionnelles) et des performances du bénéficiaire, de son activité d'appartenance et de l'ensemble de la société de gestion réalisées sur la durée et ils sont conçus de manière à ne pas récompenser l'échec.

2. Engagements de gouvernance et compliance

La rémunération variable n'est pas versée par le biais d'instruments ou de méthodes qui facilitent le contournement des exigences établies dans la réglementation.

I-2.3. Equilibre entre rémunération fixe et variable

VEGA INVESTMENT MANAGERS s'assure qu'il existe un équilibre approprié entre les composantes fixe et variable de la rémunération globale et que la composante fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération globale pour qu'une politique pleinement souple puisse être exercée en matière de composantes variables de la rémunération, notamment la possibilité de ne payer aucune composante variable. L'ensemble des situations individuelles, pour lesquelles la rémunération variable représente plus d'une fois la rémunération fixe et qui peuvent s'expliquer par la pratique de marché et/ou un niveau de responsabilités, de performance et de comportement exceptionnel, sont documentées par la Direction des ressources humaines dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations.

II- <u>Déclinaison du dispositif applicable à la population identifiée au titre d'AIFM et/ou UCITS V</u>

II-1. Population identifiée

Conformément aux dispositions réglementaires, la population identifiée de VEGA INVESTMENT MANAGERS comprend les catégories de personnel, y compris la direction générale, les preneurs de risques et les personnes exerçant une fonction de contrôle, ainsi que tout employé qui, au vu de sa rémunération globale, se situe dans la même tranche de rémunération que la direction générale et les preneurs de risques, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion et/ou des produits gérés par celle-ci. Ces personnes sont identifiées en fonction de leur activité professionnelle, de leur niveau de responsabilité ou de leur niveau de rémunération totale.

Dans une perspective de cohérence et d'harmonisation, VEGA INVESTMENT MANAGERS a décidé de mettre en œuvre le dispositif applicable à la population identifiée sur l'ensemble du périmètre des produits gérés (contrats de conseil, mandats, OPCVM et AIFM).

Les catégories de population suivantes sont notamment identifiées :

- Les membres de l'organe de direction,
- Les membres du personnel responsables de la gestion de portefeuille (y compris les gérants),
- Les responsables des fonctions de contrôle (risques, conformité et contrôle interne),
- Les responsables de certaines activités de support ou administratives,
- Les autres preneurs de risques,
- Les collaborateurs qui, au vu de leur rémunération globale, se situent dans la même tranche de rémunération que la direction générale et les preneurs de risques.

Chaque année, en amont de la revue annuelle des rémunérations, la Direction des ressources humaines détermine et formalise la méthodologie d'identification et le périmètre de la population identifiée de VEGA INVESTMENT MANAGERS, en lien avec la Direction de la conformité et du contrôle interne.
Le périmètre de l'ensemble de la population identifiée est ensuite validé par la Direction générale de VEGA INVESTMENT MANAGERS, puis remonté à son Conseil d'administration dans son rôle de fonction de surveillance, et enfin présenté au Comité des rémunérations de NATIXIS.

2. Engagements de gouvernance et compliance

L'ensemble du processus d'identification est documenté et archivé par la Direction des ressources humaines. Les collaborateurs concernés sont en outre informés de leur statut.

II-2. Dispositif applicable aux rémunérations variables attribuées à la population identifiée

En conformité avec la réglementation et afin de garantir l'alignement entre les collaborateurs et les investisseurs et la société de gestion, la rémunération variable de la population identifiée, dès lors qu'elle dépasse un certain seuil, est pour partie différée et pour partie attribuée sous forme d'instrument financier sur une période de 3 ans minimum, avec une acquisition prorata temporis.

La proportion de la rémunération variable, qui est différée sur 3 ans, croît avec le montant de rémunération variable attribuée et peut atteindre 60% pour les rémunérations les plus élevées de VEGA INVESTMENT MANAGERS. Actuellement, les modalités d'application du différé sont les suivantes :

- Jusqu'à 199 K€ de rémunération variable : pas de différé,
- Entre 200 K€ et 499 K€ de rémunération variable : 50% de différé au 1er euro,
- A partir de 500 K€ de rémunération variable : 60% de différé au 1er euro.

Les seuils de déclenchement des rémunérations variables différées sont susceptibles d'évolution en fonction de la réglementation ou d'évolution des politiques internes. Dans ce cas, les nouveaux seuils définis sont soumis à l'approbation de la Direction générale de VEGA INVESTMENT MANAGERS et du Comité des rémunérations de NATIXIS.

La rémunération variable est en outre attribuée à hauteur de 50% minimum en instrument financier ayant la forme de numéraire indexé sur la performance d'un panier de produits gérés par VEGA INVESTMENT MANAGERS.

L'acquisition de la part de la rémunération variable, qui est différée, est soumise à des conditions de présence, de performance financière de la société de gestion et d'absence de comportement hors norme pouvant avoir un impact sur le niveau de risque de VEGA INVESTMENT MANAGERS et/ou des produits gérés.

Cette acquisition est également soumise à des obligations en matière de respect des règles de risques et de conformité. Le non-respect de ces obligations peut entraîner une diminution partielle ou totale de l'acquisition. Elle peut enfin faire l'objet d'une restitution en tout ou partie, afin de garantir un ajustement des risques a posteriori.

Les collaborateurs bénéficiant d'une rémunération variable différée ont l'interdiction de recourir, sur la totalité de la période d'acquisition, à des stratégies individuelles de couverture ou d'assurance.

Les modalités et conditions de détermination, de valorisation, d'attribution, d'acquisition et de paiement de de la rémunération variable différée en équivalent instrument financier sont détaillées dans le Long Term Incentive Plan (LTIP) de VEGA INVESTMENT MANAGERS.

2. Engagements de gouvernance et compliance

III- Gouvernance

Les principes généraux et spécifiques de la politique de rémunération sont définis et formalisés par la Direction des ressources humaines de NATIXIS WEALTH MANAGEMENT pour le compte de VEGA INVESTMENT MANAGERS.

Les fonctions de conformité et de suivi des risques de VEGA INVESTMENT MANAGERS ont pour leur part un rôle actif dans l'élaboration, la surveillance continue et l'évaluation de la politique de rémunération. Elles sont ainsi impliquées dans la détermination de la stratégie globale applicable à la société de gestion, aux fins de promouvoir le développement d'une gestion des risques efficace. A ce titre, la Conformité intervient dans la détermination du périmètre de population identifiée. La Conformité et les Risques sont aussi en charge de l'évaluation de l'incidence de la structure de rémunération variable sur le profil de risque des gestionnaires.

La politique de rémunération de VEGA INVESTMENT MANAGERS est validée par le Conseil d'administration de VEGA INVESTMENT MANAGERS dans son rôle de fonction de surveillance.

Les principes généraux et spécifiques, les modalités d'application et données chiffrées de la politique de rémunération - comprenant la population identifiée et les rémunérations les plus élevées - sont approuvés successivement, de manière détaillée, par la Direction générale de VEGA INVESTMENT MANAGERS, puis par un Comité intermédiaire réunissant la Direction générale de VEGA INVESTMENT MANAGERS et la Direction générale de NATIXIS IM. Ces éléments sont ensuite soumis, sous un format plus synthétique, à l'approbation de la Direction générale de NATIXIS, qui remonte en dernier lieu au Comité des rémunérations de NATIXIS.

VEGA INVESTMENT MANAGERS, qui n'a pas de Comité des rémunérations en propre mais qui appartient au Groupe NATIXIS, reporte en effet au Comité des rémunérations de NATIXIS.

Le Comité des rémunérations de NATIXIS est établi et agit en conformité avec la réglementation [1] :

- Tant dans sa composition : indépendance et expertise de ses membres, dont la majorité, en ce compris son Président, n'exercent pas de fonctions exécutives au sein de VEGA INVESTMENT MANAGERS, sont externes au Groupe NATIXIS et sont donc totalement indépendants
- Que dans l'exercice de ses missions, qui plus spécifiquement sur les sociétés de gestion comprennent les rôles suivants :
  - Recommandation et l'assistance du Conseil d'administration pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de rémunération de la société de gestion.
  - Assistance du Conseil d'administration dans la supervision de l'élaboration et du fonctionnement du système de rémunération de la société de gestion.
  - Attention particulière accordée à l'évaluation des mécanismes adoptés pour garantir la prise en compte de façon appropriée par le système de rémunération de toutes les catégories de risques, de liquidités et les niveaux d'actifs sous gestion et la compatibilité de la politique de rémunération avec la stratégie économique, les objectifs, les valeurs et les intérêts de la société de gestion et des produits gérés avec ceux des investisseurs.

[1] : Pour plus de détail sur la composition et le rôle du Comité des rémunérations de NATIXIS, voir le Document de référence de la société.

2. Engagements de gouvernance et compliance

Dans ce cadre, les principes généraux et spécifiques, la conformité de la politique de rémunération de VEGA INVESTMENT MANAGERS avec les réglementations auxquelles elle est soumise, les modalités d'application et données chiffrées de synthèse de sa politique de rémunération, comprenant la population identifiée et les rémunérations les plus élevées, sont soumis en dernière instance à la revue du Comité des rémunérations de NATIXIS, puis approuvés par son Conseil d'administration, dans son rôle de fonction de surveillance.

La rémunération du Directeur général de VEGA INVESTMENT MANAGERS est déterminée par la Direction générale de NATIXIS IM et de NATIXIS, puis présentée au Comité des rémunérations de NATIXIS avant d'être approuvée par le Conseil d'administration de NATIXIS.

La rémunération du Directeur de la conformité et du contrôle interne et celle du Responsable des risques de VEGA INVESTMENT MANAGERS sont revues, dans le cadre des revues indépendantes menées par les filières risques et conformité, par les Directeurs des risques et de la conformité de NATIXIS IM. Elles sont ensuite soumises au Comité des rémunérations de NATIXIS.

In fine, l'ensemble des rôles attribués au comité des rémunérations et prévus par les textes réglementaires sont en pratique remplis par le Comité intermédiaire établi au niveau de NATIXIS WEALTH MANAGEMENT et/ou le Comité des rémunérations de NATIXIS.

Les principes généraux et spécifiques de la politique de rémunération sont communiqués en interne à l'ensemble des collaborateurs et aux membres du comité d'entreprise. VEGA INVESTMENT MANAGERS se conforme également à l'ensemble de ses obligations en matière de publicité externe.

L'ensemble de ce processus de revue, de validation et de communication a lieu chaque année. Il intègre les éventuelles évolutions réglementaires et contextuelles et se fait en cohérence avec la politique de rémunération de NATIXIS.

Enfin, l'ensemble de la politique de rémunération de VEGA INVESTMENT MANAGERS fait l'objet d'une revue annuelle centralisée et indépendante par la Direction de l'Audit interne de NATIXIS IM.
Quand VEGA INVESTMENT MANAGERS délègue la gestion financière d'un des portefeuilles dont elle est société de gestion à une autre société de gestion, elle s'assure du respect des réglementations en vigueur par cette société délégataire.

2. Engagements de gouvernance et compliance

Rémunération versée au titre de 2022

Montant total des rémunérations brutes pour l'exercice écoulé, ventilé en rémunérations fixes et rémunérations variables, versées par la société de gestion à son personnel CDI, et nombre de bénéficiaires :

Rémunérations fixes 2022* : 6 490 516 €
Rémunérations variables attribuées au titre de 2022 : 2 646 600 €
Effectifs concernés** : 77

**Rémunérations fixes annuelles 2022 (ie non prorata temporis)*
***Effectifs présents au 31/12/2022*

Montant agrégé des rémunérations brutes (fixes et variables) des membres du personnel CDI de la société de gestion dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion et/ou des portefeuilles et nombre de bénéficiaires :

Rémunération totale attribuée au titre de 2022 : 6 352 365 €
Effectifs concernés : 42

3. Frais et Fiscalité

■ Frais d'intermédiation

Le détail des conditions dans lesquelles la Société de gestion a eu recours à des services d'aide à la décision d'investissement et d'exécution d'ordres au cours du dernier exercice clos est consultable sur son site internet : **http://www.vega-im.com** (rubrique "A propos de VEGA Investment Managers/Informations réglementaires").

■ Retenues à la source

Cet OPC n'est pas concerné par les retenues à la source.

4. Rapport du commissaire aux comptes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 décembre 2022

Aux porteurs de parts du FCP,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du FCP KIWI relatifs à l'exercice clos le 30 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 13 avril 2023

Le Commissaire aux Comptes

CONSEILS ASSOCIES S.A.

Signé électroniquement le 13/04/2023 par
Jean-Philippe Maugard

5. Comptes de l'exercice

a) Comptes annuels

■ BILAN ACTIF AU 30/12/2022 EN EUR

	30/12/2022	31/12/2021
IMMOBILISATIONS NETTES	**0,00**	**0,00**
DÉPÔTS	**0,00**	**0,00**
INSTRUMENTS FINANCIERS	**12 864 211,92**	**14 094 029,19**
Actions et valeurs assimilées	**4 038 328,01**	**5 255 813,38**
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	4 038 328,01	5 255 813,38
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	**457 842,67**	**0,00**
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	457 842,67	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	**0,00**	**0,00**
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	**8 368 041,24**	**8 838 215,81**
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	8 368 041,24	8 838 215,81
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	**0,00**	**0,00**
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	**0,00**	**0,00**
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	**0,00**	**0,00**
CRÉANCES	**5 652,89**	**8 123,73**
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	5 652,89	8 123,73
COMPTES FINANCIERS	**133 231,35**	**276 917,50**
Liquidités	133 231,35	276 917,50
TOTAL DE L'ACTIF	**13 003 096,16**	**14 379 070,42**

5. Comptes de l'exercice

■ BILAN PASSIF AU 30/12/2022 EN EUR

	30/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	12 889 527,68	13 273 995,07
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	27 360,01	1 024 079,63
Résultat de l'exercice (a,b)	80 403,39	74 891,83
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	**12 997 291,08**	**14 372 966,53**
** Montant représentatif de l'actif net*		
INSTRUMENTS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	**5 748,69**	**6 052,50**
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	5 748,69	6 052,50
COMPTES FINANCIERS	**56,39**	**51,39**
Concours bancaires courants	56,39	51,39
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	**13 003 096,16**	**14 379 070,42**

(a) Y compris comptes de régularisation.

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice.

5. Comptes de l'exercice

■ HORS-BILAN AU 30/12/2022 EN EUR

	30/12/2022	31/12/2021
OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00

5. Comptes de l'exercice

■ COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/12/2022 EN EUR

	30/12/2022	31/12/2021
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	704,35	0,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	143 246,91	139 730,33
Produits sur obligations et valeurs assimilées	-513,22	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	**143 438,04**	**139 730,33**
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	1 852,36	3 516,00
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	**1 852,36**	**3 516,00**
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	**141 585,68**	**136 214,33**
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	61 043,48	61 176,73
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	**80 542,20**	**75 037,60**
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-138,81	-145,77
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	**80 403,39**	**74 891,83**

5. Comptes de l'exercice

b) Comptes annuels - Annexes comptables

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :
- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.
La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.
La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.
Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».
Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.
Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

5. Comptes de l'exercice

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.
Les parts ou actions d'OPCVM, de FIA ou fonds d'investissement négociés sur un marché réglementé sont évalués sur la base du dernier cours du jour.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

5. Comptes de l'exercice

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.
Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.
Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...
Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.
Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds : FR0007040126 - Part KIWI C : Taux de frais maximum de 0.70% TTC.

La rétrocession de frais de gestion à percevoir est prise en compte à chaque valeur liquidative. Le montant provisionné est égal à la quote-part de rétrocession acquise sur la période concernée.

5. Comptes de l'exercice

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant

des frais de gestion et de la charge des emprunts.
Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	*Affectation du résultat net*	*Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées*
Part KIWI C	Capitalisation	Capitalisation

5. Comptes de l'exercice

■ 2. EVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 30/12/2022 EN EUR

	30/12/2022	31/12/2021
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	**14 372 966,53**	**12 657 890,36**
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	0,00	0,00
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-38 594,07	-40 741,98
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	353 051,65	1 393 039,81
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-377 102,06	-197 937,14
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	76 110,00	0,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-58 800,00	-160 051,14
Frais de transactions	-2 749,87	-6 910,80
Différences de change	29 950,70	23 704,75
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-1 438 084,00	597 765,20
Différence d'estimation exercice N	*1 314 754,47*	*2 752 838,47*
Différence d'estimation exercice N-1	*-2 752 838,47*	*-2 155 073,27*
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	0,00	31 169,87
Différence d'estimation exercice N	*0,00*	*0,00*
Différence d'estimation exercice N-1	*0,00*	*31 169,87*
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	80 542,20	75 037,60
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	**12 997 291,08**	**14 372 966,53**

5. Comptes de l'exercice

■ 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

■ 3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations convertibles négociées sur un marché réglementé ou assimilé	457 842,67	3,52
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	**457 842,67**	**3,52**
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	**0,00**	**0,00**
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	**0,00**	**0,00**
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	**0,00**	**0,00**

■ 3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	457 842,67	3,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 231,35	1,03
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56,39	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

5. Comptes de l'exercice

■ 3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	195 942,67	1,51	261 900,00	2,02	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	133 231,35	1,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	56,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

■ 3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2		Devise 3		Devise N AUTRE(S)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	56,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

5. Comptes de l'exercice

■ 3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/12/2022
CRÉANCES		
	Rétrocession de frais de gestion	5 652,89
TOTAL DES CRÉANCES		**5 652,89**
DETTES		
	Frais de gestion fixe	5 748,69
TOTAL DES DETTES		**5 748,69**
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		**-95,80**

■ 3.6. CAPITAUX PROPRES

• 3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	0,00	0,00
Parts rachetées durant l'exercice	-119	-38 594,07
Solde net des souscriptions/rachats	-119	-38 594,07
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	40 482	

• 3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

5. Comptes de l'exercice

■ 3.7. FRAIS DE GESTION

	30/12/2022
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	67 129,78
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,51
Rétrocessions des frais de gestion	6 086,30

■ 3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

• 3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant.

• 3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant.

5. Comptes de l'exercice

■ 3.9. AUTRES INFORMATIONS

• 3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/12/2022
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

• 3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	30/12/2022
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

• 3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/12/2022
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			1 730 964,94
	FR0010831693	OSTRUM SRI CASH PLUS I	404 749,80
	FR0010611335	PALATINE MONET CT I	1 026 882,34
	FR0013350709	VEGA MODERE DURABLE I	299 332,80
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			**1 730 964,94**

5. Comptes de l'exercice

■ 3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

• Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/12/2022	31/12/2021
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	80 403,39	74 891,83
Total	**80 403,39**	**74 891,83**

	30/12/2022	31/12/2021
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	80 403,39	74 891,83
Total	**80 403,39**	**74 891,83**

5. Comptes de l'exercice

• Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/12/2022	31/12/2021
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	27 360,01	1 024 079,63
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	**27 360,01**	**1 024 079,63**

	30/12/2022	31/12/2021
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	27 360,01	1 024 079,63
Total	**27 360,01**	**1 024 079,63**

5. Comptes de l'exercice

■ 3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022
Actif net en EUR	10 714 079,59	12 386 559,93	12 657 890,36	14 372 966,53	12 997 291,08
Nombre de titres	40 955	40 840	40 722	40 601	40 482
Valeur liquidative unitaire	261,60	303,29	310,83	354,00	321,06
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	15,90	1,77	2,12	25,22	0,67
Capitalisation unitaire sur résultat	0,95	1,68	1,04	1,84	1,98

5. Comptes de l'exercice

■ 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
ALLIANZ SE-REG	EUR	700	140 630,00	1,08
SIEMENS AG-REG	EUR	500	64 820,00	0,50
TOTAL ALLEMAGNE			**205 450,00**	**1,58**
FRANCE				
AIR LIQUIDE PRIME DE FIDELITE	EUR	2 398	317 495,20	2,44
ALSTOM	EUR	5 059	115 446,38	0,89
AMUNDI	EUR	2 200	116 600,00	0,90
AXA	EUR	7 586	197 653,23	1,52
BNP PARIBAS	EUR	4 000	213 000,00	1,64
CAPGEMINI SE	EUR	1 300	202 735,00	1,56
DASSAULT SYST.	EUR	5 500	184 222,50	1,41
KERING	EUR	300	142 650,00	1,10
L'OREAL PRIME DE FIDELITE	EUR	325	108 420,00	0,83
LEGRAND SA	EUR	2 800	209 496,00	1,62
LVMH (LOUIS VUITTON - MOET HENNESSY)	EUR	450	305 955,00	2,36
PERNOD RICARD	EUR	1 228	225 645,00	1,74
SAFRAN SA	EUR	1 500	175 380,00	1,35
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	1 950	254 904,00	1,96
SOCIETE GENERALE SA	EUR	10 000	234 800,00	1,80
TOTALENERGIES SE	EUR	9 505	557 468,25	4,28
VINCI SA	EUR	2 905	271 007,45	2,09
TOTAL FRANCE			**3 832 878,01**	**29,49**
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			**4 038 328,01**	**31,07**
TOTAL Actions et valeurs assimilées			**4 038 328,01**	**31,07**
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
LUXEMBOURG				
SG ISSUER ZCP 06-05-27 CV RCB	EUR	250 000	261 900,00	2,01
TOTAL LUXEMBOURG			**261 900,00**	**2,01**
PAYS-BAS				
BNP PAR ISSUANCE BV 16.32% 22-12-25 CV RCB	EUR	200 000	195 942,67	1,51
TOTAL PAYS-BAS			**195 942,67**	**1,51**
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			**457 842,67**	**3,52**
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			**457 842,67**	**3,52**
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				

5. Comptes de l'exercice

■ 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
FRANCE				
LAZARD CREDIT FI SRI PC EUR	EUR	380	491 746,60	3,79
LAZARD CREDIT FI SRI RVC EUR	EUR	1 200	401 532,00	3,09
MILLESIMA 2024 I	EUR	350	451 885,00	3,48
OFI FINANCIAL INVESTMENT SICAV ENERGY STRATEGIC METALS RF CA	EUR	600	551 142,00	4,24
OSTRUM SRI CASH PLUS I	EUR	4	404 749,80	3,11
PALATINE MONET CT I	EUR	32	1 026 882,34	7,90
SCOR EURO HIGH YIELD	EUR	300	545 763,00	4,20
VEGA MODERE DURABLE I	EUR	3	299 332,80	2,30
TOTAL FRANCE			**4 173 033,54**	**32,11**
IRLANDE				
MUZINICH EUROPEAN CREDIT ALPHA FUND HEDGED EUR ACCUMULATION	EUR	5 000	544 300,00	4,19
TOTAL IRLANDE			**544 300,00**	**4,19**
LUXEMBOURG				
AMUNDI SP 500 ESG UCITS ETF DR HED EUR	EUR	25 000	1 394 910,00	10,73
CHINA A SHARE EQUITY FUND H2	EUR	13 000	237 663,40	1,83
ELEV-ABS LRET EUR FD-IEURA	EUR	500	618 985,00	4,76
GARTMORE-UK ABS RET-I	EUR	40 000	296 792,00	2,29
HSBC GIF EURO H.Y.BD I C.3DEC	EUR	12 000	558 720,00	4,30
Lyxor EURO STOXX Banks UCITS ETF P Acc	EUR	3 000	296 320,50	2,28
VARENNE VALEUR I EUR	EUR	160	247 316,80	1,90
TOTAL LUXEMBOURG			**3 650 707,70**	**28,09**
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			**8 368 041,24**	**64,39**
TOTAL Organismes de placement collectif			**8 368 041,24**	**64,39**
Créances			**5 652,89**	**0,04**
Dettes			**-5 748,69**	**-0,04**
Comptes financiers			**133 174,96**	**1,02**
Actif net			**12 997 291,08**	**100,00**

VEGA
INVESTMENT MANAGERS

VEGA Investment Managers
Société Anonyme au capital de de 1 957 688,25 euros
Immatriculée au RCS Paris 353 690 51 - APE 6630Z
115 rue Montmartre - 75002 Paris - France

GROUPE BPCE